16 francs pour trois mois,

32 francs pour six mois, 64 francs pour l'année.

Hors du Département, 1 f. de plus par trimestre.

Un numero : 25 c. — Annonces : 25 c. la ligne. CENSBUR insère gratuitement tous les Articles, Lettres CENSBUR agant un but d'utilité publique et revêtus de signatures connues.

LE CENSEUR.

JOURNAL DE LYON.

ON S'ABONNE:

A LYON , au Bureau du Journal , rue des Celestins , nº 6,

A PARIS, chez MM. LEJOLIVET et COMPe, directeurs de l'Office-Correspondance, rue des Filles-Saint-Thomas, nº 5, place de la Bourse, et chez M. DEGOUVE-DENUNCQUES , rue Lepelletier , 3.

Les lettres et envois concernant la redaction doivent etre adresses, francs de port, à M. RITTIEZ, rédacteur en

LE CENSEUR paraît tous les jours excepté le mardi. — Il donne les nouvelles vingt-quatre heures avant les journaux de Paris.

Lyon, 15 juin 1844.

La chambre des députés a commencé la discussion du projet de loi relatif au chemin de fer d'Orléans à Bordeaux dans les séances des 11 et 12 juin. Deux orateurs, MM. Houzeau-Muiron et Rivet, ont été, entendus dans la première de ces deux séances.

M. Houzeau-Muiron, membre de la commission pour la loi générale de 1842, et qui s'était alors prononcé pour la prédominance de l'industrie privée dans la construction des chemins de fer, est venu défendre le principe contraire et demander que l'Etat fût chargé de la construction entière de notre réseau de rails-ways, pour ne laisser à l'exploitation que la seule fourniture du matériel de transport. M. Houzeau-Muiron s'est élevé avec force contre les baux de longue durée et contre des traités qui, une fois consentis entre l'Etat et les compagnies financières, seraient un obstacle à tout progrès et à toute participation pour le pays aux avantages des modifications et des procédés nouveaux dont les voies nouvelles de communication sont susceptibles. Au point où nous sommes déjà arrivés, les frais de traction ont diminué de moitié; un système nouveau, le système à propulsion atmosphérique dont l'application a déjà éte essayée à l'étranger avec succès, demande, par l'organe d'une compagnie nouvelle, la concession de Paris à Strasbourg.

Suivant les calculs de l'ingénieur de cette compagnie, l'Etat pourrait faire, dans la construction de ce chemin dont la longueur est de près de 680 kilomètres, une économie de 30 millions sur 84 pour les dépenses que le projet de loi relatif met à sa charge.

En terminant, M. Houzeau-Muiron s'est élevé contre les dangers de l'agiotage et les désastres qui en seraient la suite nécessaire. Nous avons vu en très-peu de temps, a-t-il dit, les actions de nos principales lignes doubler de valeur, et certains chemins, comme celui de Marseille à Avignon, donnent une prime de près de 300 f. pour 150 f. de capital versé. Il s'est prononcé ensuite pour le mode des compagnies fermières avec des baux de douze années au plus; il a cherché à établir par des chiffres comparatifs les avantages qui résulteraient pour l'Etat de la substitution de ces compagnies aux compagnies financières qui entrent avec lui en partage de construction pour la pose des rails. Quant à nous, nous pensons qu'il n'y a aucune transaction à faire avec les mauvaises idées et les mauvais systèmes, et nous nous étonnons que M. Houzeau-Muiron, qui veut la construction par l'Etat, n'ait pas achevé la conversion de ses opinions de 1842 en demandant que l'Etat fût également chargé de l'exploitation des chemins de fer.

M. Rivet a pris la défense des compagnies financières; dans un long et monotone discours où il a beaucoup parlé de canaux,

de routes royales et de chemins vicinaux, il a émis l'opinion que c'était de ce côté qu'il fallait porter les ressources disponibles de l'Etat et s'en tenir à l'exécution de la loi du 11 juin 1842. Nous n'avons pas besoin de rappeler que jusqu'ici, comme dans les projets nouveaux soumis à la chambre, cette loi est comme nulle et non avenue pour tout le monde, pour le gouvernement de qui émanent les projets de loi, pour les commissions des chambres qui les amendent et pour le parlement.

Dans la séance du 12, M. Muret de Bort a combattu, comme M. Houzeau-Muiron, le système mixte de l'intervention des compagnies et du gouvernement. En Angleterre, on propose le rachat de tous les chemins de fer par l'Etat. La Prusse, pour réfréner l'agiotage, défend d'annoncer des actions et d'ouvrir des souscriptions pour les entreprises de chemins de fer. Les compagnies financières dominent l'Etat; lorsqu'elles auront éteint toute concurrence de la part de nos autres voies de communication par le jeu des tarifs, elles les relèveront au maximum et pèseront ainsi de la manière la plus funeste sur les intérêts généraux de la production et de la consommation. Toutes ces considérations ont amené M. Muret de Bort à prendre parti pour les compagnies fermières, en vue desquelles il a présenté un amendement.

M. Muret de Bort a été remplacé à la tribune par le ministre des finances, M. Lacave-Laplagne. Ce ministre, qui était, en 1838, partisan de la construction et de l'exploitation par l'Etat, a combattu le système des compagnies fermières par des considérations financières très-peu concluantes selon nous; il a terminé en affirmant que meilleur mode était celui qui assurerait le plus promptement l'exécution complète du réseau et que ce mode était celui des compagnies financières. C'est un parti pris, mais non justifié de la part du gouvernement et énergiquement réprouvé par le bon sens public.

LE QUARTIER DE LA BOUCHERIE-DES-TERREAUX.

La prétendue régénération du quartier de la Boucherie vient de recevoir une consécration définitive par le dernier vote du conseil municipal. Bientôt les emplacements à bâtir seront mis en adjudication, et de nouvelles maisons vont s'élever sans plan d'ensemble et selon le caprice et le goût si délicat de MM. les entrepreneurs.

Pour nous, nous ne pouvons plus qu'élever une dernière et vaine protestation contre la restauration de ce quartier. Nous ne voulons pas revenir sur cette question si long-temps agitée au conseil municipal et disputer encore sur le mérite des plans de 1838 et de 1840. Ou'il nous suffise de dire que les alignements déterminés en 1838 avaient généralement paru mieux tracés selon les besoins

de la circulation que ceux de 1840. Le premier vote du conseil municipal consacrait une largeur de douze mètres à la rue de la Boucherie ainsi qu'à celle du Bessard, et laissait un parallélogramme de terrains à bâtir de vingt neuf mètres de façade sur le quai d'Orléans et sur la place de la Boucherie. La décision qui a réformé le premier plan a prolongé en ligne droite la rue de la Cage à la Saône. Elle ne do nne plus que huit mètres à la rue du Bessard. Eh tre ces deux rues, elle consacre aux constructions une espèce de pyramide tronquée et disgracieuse qui ne présentera qu'une façade de seize mètres à la Saône, tandis que sur la place de la Boucherie-des-Terreaux, envahie en partie, cette façade aura au moins trente-cinq mètres.

Les critiques les plus vives et les mieux fondées se sont élevées contre le plan de 1840, et même contre celui de 1838, de beaucoup supérieur. Dans notre ville, on ne sait rien faire de grand et de large; on procède toujours par spéculation. Veut-on essayereun prétendu embellissement, on se met immédiatement à supputer, comme un entrepreneur privé, le coût des travaux, et, si l'on n'arrive pas à cette conclusion que la dépense sera balancée à peu près par la recette, le projet, quelque utile, quelque nécessaire qu'il soit, sera impitoyablement rejeté. Cet esprit de gestion est trop emprunté aux habitudes privées; mais ce qui est vertu chez le père de famille et le commerçant n'est plus qu'une inintelligente parcimonie dans l'administrateur d'une grande cité, qui doit prévoir de loin les exigences de l'avenir.

Que faut-il à notre ville? de l'air et de l'espace pour la circulation. Songez qu'avec vos matériaux éternels vous bâtissez pour des siècles; élargissez donc vos rues et vos places, percez de nouvelles voies, mais n'élevez pas de nouvelles constructions sur les empla-

Ainsi, nous aurions désiré, et cette opinion a gagné bien du terrain depuis 1840, que l'on ne bâtit pas sur le parallélogramme qui est entre la rue du Bessard et la rue actuelle de la Boucherie, que cet espace fût réservé à une plantation d'arbres au milieu des laquelle on aurait élevé une fontaine monumentale. On aurait pu également construire un édifice d'une architecture élégante, et dont la destination aurait pu être consacrée à une bourse, au tribunal de commerce, à la chambre de commerce, à une salle d'exposition industrielle. i anch tourthai

Mais on a mieux aimé balancer le doit et avoir de l'opération, et il est possible même qu'elle présente un bénéfice; ce serait alors atteindre le sublime de ce mode d'administration. Puis, dans dix ans, il faudra songer à élargir la rue du Bessard que l'on trouvera insuffisante pour la circulation. L'exemple de la rue de la Préfec-

FEUILLETON DU CENSEUR. — 16 JUIN.

CHRONIQUE THEATRALE.

On se fait généralement aujourd'hui une singulière idée du chant, et, pour peu que cette idée passe à l'état de loi, nous devons nous attendre à voir le grand opéra impossible en province. Les exigences du public vont chaque jour croissant, et ce n'est pas trop, pour qu'un ténor ait chance de succes, qu'il possède à la fois une voix large, sonore, étendue, et que la souplesse de son organe soit assez grande pour qu'il puisse dire avec suavité les cavatines les plus tendres et les plus passionnées. Avec le système de cris que réclament impérieusement les habitués de nos théâtres, nous croyons qu'il n'est pas de chanteur complet possible. Il faut choisir entre un chant posé, expressif, naturel, habilement nuancé, et les vociférations surhumaines; la réunion de ces qualités est on ne peut plus rare, sinon impossible. Un seul ténor, Duprez, les a possédées un instant.

L'art du chant, avec ce système, quelque contraire qu'il soit à la nalait sans doute quelques decouvertes precieuses. En se servant sagement, et non jusqu'à l'abus, de la voix sombrée, on aura trouvé moyen de faire vibrer quelques cordes de la voix d'une façon puissamment dra matique. Mais les voix qui depuis dix ans ont tant bien que mal interprété les œuvres de Rossini, de Meyerbeer et d'Halévy en sont arrivées à un état d'épuisement des plus fâcheux, et pour que l'opéra puisse reprendre quelque éclat en France, il y a, pour les ténors futurs, des études toutes nouvelles à faire. Ils auront à apprendre à poser plus habilement les notes élevées de poitrine, de manière à ne point altérer la vibration du médium et la voix mixte: un ténor ne peut pas toujours être une machine. chine à poumons, composée uniquement d'un si et d'un ut de poitrine. Par-là nous seraient rendus les cantilènes, les andantes, le chant propre ment dit, tout ce qui constitue essentiellement l'expression des sentiments de l'ame, toutes ces mélodies charmantes qui émeuvent le cœur, et qui ne se produisent plus depuis long-temps à nos oreilles que d'une manière terne, gutturale, éraillée et totalement dépourvue de style.

Mais, au train dont marchent actuellement nos théatres, la réaction se fera attendre long-temps encore. Un si de poitrine bien éclatant est, pour une certaine portion du public, d'un effet puissant et irrésistible, dût-elle subir pour l'altre de l'estate pour l'altre de l'estate pour l'altre de l'estate l'esta subir, pour l'attendre, toutes sortes de phrases hachées, rauques, tremblotantes, sans aucune sonorité et sans caractère. Pour elle, le grand mérite d'un ténor consiste à aborder dans un opéra, à grand renfort de poumons, trois ou quatre notes à effet, que nous appellerions volontiers les sauts de tremplin de la voix. Va donc pour les sauts périlleux, et usons à ce jeu vocal une foule d'organisations heureuses qui, mieux dirigées et avec un constant de la voix d arec un autre système de chant, pourraient prétendre à des succès beaucoup plus artistiques et beaucoup plus durables. Nourrit et Mile Falcon, les deux plus grands artistes lyriques de notre temps, y ont trouvé leur perte. Les artistes italiens au contraire, qui ne se sont point fait une religion exclusive de l'ut de poitrine, sont encore aujourd'hui les premiers chanteurs de l'Europe, et les plus recherchés de tous les gens de goût.

Les Huguenots et Robert ont vu déjà succomber à l'œuvre bien des té-

nors. Mais que sera-ce du Prophète, si jamais il se joue, puisque la France ne renferme point de ténor assez fort pour supporter le poids du principal rôle, et qu'on est forcé d'aller en demander un à l'étranger? Le Grand-Opéra entendra alors le français baragouiné à l'italienne ou à l'allemande. O siècle de progrès!

En attendant qu'il se forme des ténors plus complets que tous ceux qui existent actuellement en France, force nous est bien de nous contenter, ou du moins de supporter les moins incomplets, et nous croyons que M. Dufeyte est du nombre des trois ou quatre qui soient encore supportables en province

vient d'aborder avec succès le rôle de Polyeucte dans les Martyrs, et certes il est loin de s'y être montré inférieur aux deux artistes qui l'ont précédemment chanté sur notre scène.

Dans la première partie du premier acte, M. Dufeyte a eu quelques intonations pâteuses et embarrassées; il s'est relevé dans le final qu'il a dit avec goût. Dans l'air du troisième acte, J'irai, il a déployé de l'énergie et un sentiment dramatique fort remarquable : on y eut voulu peut-être un peu plus d'éclat. Mais dans le *Je crois en Dieu*, il a enlevé tous les suffrages par le style large et entraînant avec lequel il l'a rendu. Dans la scène de la prison, il s'est montré également chanteur habile. En somme, le rôle de Polyeucte est une heureuse création pour M. Dufeyte; c'est une excellente revanche de la défaite qu'il avait essuyée dans Robert-le-Diable. Cependant deux ou trois sifflets honteux ont cru devoir protester contre les applaudissements de la salle entière. Si du moins l'art entrait pour quelque chose dans ces manifestations hostiles! Mais en province il est malheureusement d'usage de faire retomber sur les artistes tous les petits griefs qu'on peut avoir contre la direction, comme si les pauvres diables n'avaient pas déjà assez des éventualités de leur talent.

Que dire de M^{lle} Bouvard? Sa voix! est admirable et puissante, notamment dans les cordes basses; son expression dramatique est parfois entraînante; ses yeux sont magnifiques et pleins de tendresse; mais le travail manque à cette voix, et par là toutes ces brillantes qualités sont quelque peu neutralisées. Et puis le rôle de Pauline est écrit trop haut pour sa voix, qui n'atteint encore qu'avec peine aux cordes élevées. Les roulades vont aussi médiocrement à sa voix encore rebelle, et tous ses points d'orgue ont été assez péniblement exécutés. Quant aux nuances, elle en a peu observé dans l'ensemble de son rôle, ce qui l'a empreint d'un caractère de monotonie auquel nous n'étions pas habitués. Mais il y a dans toute cette physionomie charmante tant de jeunesse, tant de charme, tant d'espérances, un si grand désir de réussir, que vraiment ce serait dommage de se montrer sévère pour un talent qui ne peut manquer de tenir bientôt tout

Si nous ne parlons pas des autres artistes qui se sont montrés, c'est le mot, dans les Martyrs, c'est que ce soir-là ils étaient tous enroués, et, par contre, d'un médiocre désespérant: ils ont pour la plupart chanté en dedans; ceux qui ont chanté en dehors, ont chanté on ne peut plus faux. M. Dufeyte et Mlle Bouvard en ont éprouvé le contre-coup, ce qui ne laisse pas que d'être d'un assez mauvais esset pour la première représentation d'une reprise.

Mle Elian a chanté cette semaine le Barbier de Séville avec beaucoup de succès; son meilleur rôle est jusqu'à présent celui de Rosine. Le Do-

mino Noir a été pour elle ce qu'ont été les Diamants de la Couronne : succès négatif dans ces deux ouvrages. Cependant Mlle Elian a du talent et une belle voix. Espérons donc encore qu'elle sera plus heureuse dans Don Pasquale dont on annonce la reprise.

Serait-ce donc à Mlle Nau que nous devrions d'être aussi difficiles en fait de prima donna? Voici ce que nous trouvons dans le Constitutionnel sur cette cantatrice

« Mme Dorus-Gras doit avant peu quitter le théâtre de l'Opéra. Mles Nah et Dobrée sont inscrites pour lui succéder.

» Mile Nau nous arriva un jour d'Amérique, fut présentée à Mme Damoreau et devint son élève favorite. Mlle Nau est très musicienne; sa voix a de grandes ressources et de brillantes qualités. Elle est née faisant le trille, et a appris de Mme Damoreau le secret de la gamme et de la roulade; elle doit à ses leçons et à ses exemples le style, l'art de poser et de conduire sa voix, enfin l'art du chant tout entier. Mle Nau, très-applaudie à Lyon, est de retour à Paris et vient de contracter un engagement avec M. Léon Pillet. Dans le Dieu et la Bayadère et dans le rôle de la princesse du Comte Ory, Mile Nau a obtenu de l'orchestre, des loges et du parterre de ces murmures flatteurs qui valent mieux que de bruyants applaudissements. Avec Miles Nau et Dobrée, toutes deux jeunes et charmantes personnes, à la taille élégante et aux yeux noirs, M. Léon Pillet peut solliciter de Donizetti et d'Halevy des cavatines et des airs développés pour princesses ou pour paysannes. »

M. Cifolelly, second ténor, n'a point été accepté. Mile Bonval, roles de soubrettes, élève de M. Samson, n'a pu également obtenir grâce devant le public. Cependant on a consenti à ce qu'elle tienne l'emploi jusqu'à ce qu'on ait pourvu à son remplacement. Cette jeune actrice, à laquelle manque l'habitude de la scène, n'est point sans

Les représentations de M. Achard attirent toujours beaucoup de monde aux Célestins.

Le répertoire habituel de ce petit théâtre est toujours fort monotone. Ne pourrait-on pas le raviver par quelques nouveautés ?

Décidément, le temps n'est point aux concerts : celui que M. Louis Lacombe a donné jeudi au Cercle Musical n'avait attiré que fort peu de monde. M. Lacombe n'en a pas moins joué avec beaucoup de verve et de talent plusieurs morceaux de sa composition qui ont fait le plus grand

Dans cette soirée, M. Vanderheyden s'est fait unanimement applaudir: il a exécuté sur le violoncelle une mélodie de M. Lacombe avec une expression et une distinction de style fort remarquables.

L'ouverture de Zampa, arrangée à trois pianos, a été beaucoup ap-plaudie; elle a été exécutée par MM. Rhein, Tintorer, Vidor et Lacombe avec un rare ensemble. M. Cherblanc est toujours le violoniste par excellence pour les varia-

tions. Dans un morceau sur des motifs de Richard Coeur-de-Lion, il a

Mais voici venir le grand agitateur, le roi des pianistes, le prince des artistes et l'artiste des princes, M. Listz et son sabre d'honneur. Gare aux

ture n'a donc rien appris à nos édiles? Quand la largeur de cette rue fut fixée, l'opinion publique se prononça avec force et demanda qu'elle fût d'une ouverture plus grande. L'expérience a confirmé la prévision générale contre les vues timorées de la municipalité.

Non-seulement le conseil municipal a décidé que le terrain situé sur l'emplacement mis à découvert par la démolition de la boucherie des Terreaux serait revendu aux entrepreneurs, mais il n'a pas voulu qu'ils fussent contraints à construire d'après un plan conforme. Ainsi, on laisse échapper une à une toutes les occasions de donner à notre ville un aspect moins repoussant. Comment se fait-il que Lyon, situé dans une position merveilleuse, entre deux lignes fluviales magnifiques, avec des matériaux dont la beauté nous est enviée, comment se fait-il que notre ville passe aux yeux des étrangers pour une des villes les plus disgracieuses de France?

La raison en est simple : c'est que nos finances sont administrées comme celles d'une maison de commerce, avec une économie étroite. On ne peut pas comprendre que c'est l'avenir qui doit payer la dotation de l'avenir, et que l'on ne doit pas craindre de puiser largement dans la bourse de ceux qui viendront après nous, puisque en définitive ils doivent profiter des améliorations et des travaux que le présent exécute.

Paris, le 13 juin 1944.

(CORRESPONDANCE PARTICULIÈRE DU CENSEUR.)

C'est lundi prochain que la chambre doit être convoquée dans ses bureaux à l'effet de nommer la commission qui sera chargée d'examiner le projet de loi sur l'instruction secondaire. On paraît assez d'accord pour écarter de la commission tous les députés qui appartiennent à l'Université, tels que MM Saint-Marc Girardin, Dubois (de la Loire-Inférieure), Nisard, Delebecque, Cayx, etc. On les considère comme ayant un intérêt trop personnel dans la question pour pouvoir la résoudre avec toute l'impartialité désirable. Dun autre côté, on paraît vouloir écarter aussi de la commission les hommes qui serajent disposés à faire la part trop large au principe de la liberté de l'enseignement; parmi ces honorables membres, on cite MM. (16 Corcelles, de Tracy, de Carné, Corne, Gustave de Beaumont, de Tocqueville, etc. MM. Dupin, Thiers, Billault, Dufaure, de Lamartine, Odilon Barrot ont, à ce qu'on assure, des chances pour faire partie de la commission.

-C'est M. Hébert qui a été chargé de présenter à la chambre le rapport sur la proposition relative au domicile politique. Le choix du rapporteur indique ce que sera le rapport. Il est douteux, toutefois, que la chambre délibère cette année sur le travail de M. Hébert. La discussion pourrait absorber une ou deux séances, et comme le ministère veut que la session soit finie du 10 au 15 juillet, il n'y a pas de temps à perdre pour expédier tous les projets de loi dont le vote est urgent.

L'ajournement de la solution sur la proposition Cousture sera une chose heureuse. D'ici à l'année prochaine, les idées de réforme auront fait quelques progrès, et on reconnaîtra sans doute que, pour sortir de la situation dans laquelle nous sommes, il faut recourir à d'autres moyens qu'à celui qui exige qu'on paie 50 fr. d'impôt dans l'arrondissement où l'on voudra exercer ses droits politiques.

- Il n'y a que 175 députés qui ont signé la déclaration relative aux entreprises de chemins de fer. Faut-il en conclure que le reste de la chambre, c'est-à-dire 284 membres, ont un intérêt direct ou indirect dans ces entreprises? Cela serait un peu trop absolu. Mais en admettant que sur 284 députés, il y en ait une centaine qui soient désintéressés, il n'en restera pas moins 184 membres qui se présenteront pour prendre part au scrutin avec toutes les préoccupations de leur intérêt personnel. C'est quelque chose, c'est beaucoup trop quand il s'agit d'une loi dont les conséquences, selon la soluțion qui sera adoptée, peuvent être si heureuses ou si fatales pour le pays.

-Le Journal de Rouen annonce que l'opposition rouennaise a fait choix de M. Bouvet-Rondel, négociant et ancien adjoint, pour son candidat à la députation, en remplacement de M. Jacques Laffitte. M. Bouvet-Rondel est un citoyen des plus recommandables, et nous ne doutons pas que sa candidature ne soit accueillie par de nombreuses sympathies. S'il était nommé, le vide que M. Laffitte a laissé sur les bancs de l'opposition ne serait pas comblé; mais on peut dire au moins que sa place y serait convenablement occupée.

On a pu remarquer que les actions de chemin de fer, sur lesquelles le jeu s'était exercé, depuis bientôt un an, avec une trèsgrande activité, commençaient à subir une forte dépréciation. Cette dépréciation est très-naturelle. Le taux de la plupart de ces actions avait atteint un chiffre qui n'était pas en rapport avec les bénéfices, si beaux qu'ils soient, qu'ils doivent donner, et il devait arriver un moment où la hausse exagérée qui avait eu lieu se rait suivie d'une réaction. Ce moment paraît être arrivé plus tôt que ne le pensaient certaines personnes qui avaient engagé de fortes opérations sur ces valeurs, et il en est résulté, assure-t-on, des catastrophes, qui ne sont que le commencement de catastrophes plus grandes encore, auxquelles, dans le monde financier, on paraît s'attendre. Si cela pouvait au moins faire ouvrir les yeux à la

Bulletin de la Bourse de Paris du 13 juin 1844.

La rente a ouvert en hausse.

On a fait, avant l'ouverture, 82 67 1/2 et 65, et le premier cours du parquet a été 82 60.

Après l'ouverture, il y a eu une baisse assez rapide, quoique peu importante. La rente est cependant tombée à 82 50, mais ce cours n'a été fait qu'au parquet. Cette baisse a été suivie d'une réaction en hausse qui s'est prolongée jusqu'à la fin de la bourse, et la rente est restée à 82 70 au parquet et dans la coulisse.

Cinq pour cent	122		Trois pour cent belge	. >>	33
Quatre et demi pour cent	>>	»	Banque belge	660	>>
Quatre pour cent	108	20	Caisse Laffitte	1132	50
Trois pour cent	82	60))	**
Actions de la Banque	3045		CHEMIN DE FER		
Obligations de Paris	1467	50			
Rentes de Naples	99	60	Paris à Rouen	941	25
Etats romains	104	1/4	Paris à Orléans	955	19
Actions d'Espagne		1/8	Rouen au Havre	742	50
Cinq pour cent belge.		3/4	Strasbourg à Bâle	236	25
			,		

Chambre des Députés.

Fin de la séance du 12 juin.

M. GOUIN continue: L'instabilité des compagnies, dit-il, leur nature essentiellement L'instabilité des compagnies, dit-il, leur nature essentiellement variable et leur caractère changeant sont un obstacle sérieux à la l'article précédent: sur l'exercice de 1844, un crédit de quatre millions; sur l'exercice de 1845, un crédit de dix millions; bonne exécution de la plupart des travaux dont on veut les charger.

C'est du reste l'opinion exprimée par l'honorable M. Dufaure luimême, car voici ce qu'il a dit dans son rapport : « Ne doit-on pas tenir compte aussi de l'opinion des capitalistes dont on appelle sérieusement et sincèrement le concours? Mais, aujourd'hui hardis, demain timides, qui pourrait prendre un parti en vue de leurs impressions si vagues, si peu réfléchies et si peu constantes?

Au point de vue de l'économie financière, la pose des rails par les compagnies est une véritable folie. Pour les indemniser, on veut leur accorder une concession sans règle fixe, ici de trente ans, là de trente-six ans, ailleurs de quarante à quarante-cinq ans. Première faute, première inconséquence. Pourquoi accorder une concession plus longue que l'autre?

Mais si l'Etat posait lui-même ces rails, combien lui faudrait-il de temps pour rentrer dans la dépense de ce travail? Quinze ans, quinze ans au plus, et la moindre aliénation d'exploitation sera de

Assurément, il faut donner des chemins de fer aux contribuables: ils en ont besoin; mais il faut aussi protéger leurs intérêts.

Le gouvernement recule devant la dépense de la pose des rails. Quatre cents millions lui semblent une somme impossible à trouver; quatre cents millions, c'est un chiffre rond, mais un peu exagéré, et la somme nécessaire pour la pose des rails n'exigerait pas de grands efforts. On est certain de trouver des compagnies pour la pose des rails; mais ces compagnies devront emprunter, et emprunter par voie d'actions. Ne serait-il pas aussi facile à l'Etat qu'à ces compagnies d'emprunter, mais d'emprunter par la voie qui est

Le gouvernement doit accepter l'exécution complète par l'Etat, ou ajourner la concession de l'exploitation des chemins.

En retournant à sa place, l'honorable M. Gouin, dont nous regrettons de nouveau de n'avoir pu suivre le discours dans son entier, est entouré par un grand nombre de ses collègues, qui lui adressent des félicitations.

M. DUCHATEL, ministre de l'intérieur, dit qu'assez long-temps on a discuté le système d'exécution, qu'il faut agir sans plus tarder, ou que jamais on ne se mettra à l'œuvre.

En 1842, le mode d'exécution a été déterminé par la chambre. On a pensé qu'il était sage de partager les charges entre l'état et les compagnies; aujour l'hui on veut revenir à un système absolu. Mais si l'on décide que l'état doit exécuter complètement, il faut aussi décider qu'il exploitera.

En terminant, l'orateur, comme son collègue des finances, parle des dangers d'un emprunt de 400 millions de francs pour la pose des rails par l'état.

M. DUFAURE, rapporteur : La discussion n'a porté jusqu'ici que sur des amendements proposés; je crois que mieux vaudrait attendre que nous fussions arrivés aux articles que ces amendements concernent... (Oui! oui!)

La discussion générale est fermée.

La chambre passe à la discussion des articles, et adopte l'ar-

« Art. 1er. Une somme de 54,000,000 f. est affectée à l'établissement de la partie du chemin de fer de Paris sur la frontière d'Espagne comprise entre Tours et Bordeaux. » — Adopté, sous la réserve des paragraphes additionnels.

La séance est levée à six heures.

(Correspondance particulière du CENSEUR.)

Séance du 13 juin. PRÉSIDENCE DE M. SAUZET.

La séance est ouverte à une heure.

Le procès-verbal est adopté.

L'ordre du jour appelle la suite de la discussion des articles du projet de loi sur le chemin de fer d'Orléans à Bordeaux.

La chambre a adopté hier l'article 4er, qui ne préjuge pas le système qui sera choisi. Voici cet article:

« Une somme de 54 millions de francs est affectée à l'établissement de la partie du chemin de fer de Paris sur la frontière d'Espagne comprise

» Art. 2. Sur l'allocation de 54 millions mentionnée en l'article précédent, il est ouvert au ministre des travaux publics, sur l'exercice de 1844, un crédit de 4 millions, et sur l'exercice de 1845, un crédit de 10 millions.

» Art. 3. Le ministre des travaux publics est autorisé à donner à bail,

moyennant une durée de jouissance qui n'excédera pas 41 ans et 16 jours (le projet du gouvernement dit 46 ans et 324 jours) à partir du délai fixé pour la pose de la voie de fer, le chemin de fer d'Orléans à Tours et à Bordeaux, conformément aux clauses et conditions du cahier des charges, coté A, annexé à la présente loi.»

Ces trois articles, formant le titre Ier, présentent le système du gouver-

M. CORDIER lit, en présence de 25 à 30 membres, un discours tendant

à développer un amendement qui n'est pas adopté.

M. CREMIEUX a la parole pour développer la proposition suivante, qui serait un paragraphe additionnel à l'article 1°r:

« Un crédit de 14,500,000 fr. sera, dès à présent, affecté, savoir : 11,000,000 fr. à l'établissement de la voie de fer, et 3,500,000 fr. à

l'achat du matériel d'exploitation du chemin de fer d'Orléans à Tours.

» A mesure que les travaux seront terminés sur les sections diverses du chemin, il sera pourvu législativement aux crédits nécessaires pour la pose successive des rails et l'achat du matériel d'exploitation sur les sections qui seront disposées à les recevoir. »

M. Crémieux fait remarquer qu'une des objections de M. Duchâtel a disparu. « Ce qu'on veut, disait le ministre, c'est l'ajournement des chemins. » La chambre a répondu en votant cinquante-quatre millions pour l'exécution du chemin de Bordeaux.

développant sa proposition, fait remarquer que les chemins de fer ont pour but de donner un grand développement à la centra-lisation créée par nos assemblées nationales. Or, il est indispensable que ces chemins ne soient pas enlevés à l'administration centrale. Mais que va-t-il arriver? Avec les capitaux étrangers,—on a dit quel était leur rôle, leur but, -- avec les capitaux étrangers viennent les administrateurs étrangers. Vienne la guerre, croit-on que la situation de l'Etat ne sera pas affectée par cette aliénation des capitaux et des voies de fer stratégiques entre des mains qui ne seront pas françaises?

L'orateur prétend que son amendement ne préjuge pas à qui sera con-fiée l'exploitation définitive : on avisera plus tard; mais l'honorable membre voudrait que l'Etat exploitât successivement les tronçons qui auront été achevés. Quel inconvénient y a-t-il à attendre?

M. le ministre de l'intérieur disait hier, continue l'orateur, que les partisans actuels de l'exécution par l'Etat avaient changé. Rien n'est plus simple que cette évolution amenée par l'expérience; mais, d'ailleurs, M. le ministre ne peut leur adresser un pareil reproche qu'en se le faisant à

M. DUFAURE, rapporteur : L'amendement de M. Crémieux a déjà été présenté à la chambre pour le chemin de Nismes à Montpellier; l'amendement a été rejeté, à plus forte raison doit-il être repoussé aujourd'hui.

L'amendement, n'étant pas appuyé, n'est pas mis aux voix.

M. P. DE CHASSELOUP-LAUBAT développe une série d'articles proposés par lui, de concert avec MM. Pouillet, Gonin et Muret de Bort, et destinés remplacer le projet du gouvernement aussi bien que celui de la commission. Les honorables membres acceptent l'article 4er du projet de loi, en y ajoutant le paragraphe suivant qui le complète: « Une somme de quarante-sept millions est affectée à la pose de la voie de fer sur toute l'étendue de la ligne entre Orléans et Bordeaux.

« Art. 2. Il est ouvert au ministre des travaux publics :

» 2º Sur l'allocation de quarante-sept millions : sur l'exercice de 184.
un crédit de six millions; sur l'exercice de 1845, un crédit de cinq millions
» Art. 3. Le ministre des travaux publics est autorisé à donner à band durée de jouissance qui n'excédera pas douze ans, l'exploitation » Art. 3. Le ministre des travaux publics est autorise a donner à ball pour une durée de jouissance qui n'excédera pas douze ans, l'exploitation du chemin de fer d'Orléans à Bordeaux, conformément aux clauses et contract des charges annexé à la présente loi.

du chemin de fer d'Orléans à Bordeaux, comormement aux clauses et conditions du cahier des charges annexé à la présente loi.

» Art. 4. La compagnie fermière, après déduction de tous ses frais d'exploitation, dans lesquels l'allocation du conseil d'administration ne pourra figurer pour plus de quatre-vingt mille francs, prélèvera annuelle. ment 8 0/0 de son capital dépensé, d'après le chiffre constaté et arrêté la compagnie, dans une proportion qui sera déterminée par une adjudication avec publicité et concurrence.

on avec publicite et concurrence.

» Il sera procédé à cette adjudication sur une mise à prix que fixera le » Il sera procede a cette aujudication sa: alle alle a prix que fixera le ministre des travaux publics, et qui, dans aucun cas, ne pourra être moin de constant libre après les rodis. ministre des travaux publics, et qui, uans aucun cas, ne pourra être moindre, en faveur de l'état, de 80 0/0 du restant libre après les prélèvements

récités. »

M. DE CHASSELOUP-LAUBAT dit qu'il ne peut pas accepter la discussion

M. DE CHASSELOUP-LAUBAT dit qu'il ne s'agit actuellement que d'une le M. DE CHASSELOUP-LAUBAI dit qu'il no pour par décirent que d'une ligne, et les auteurs d'un système complet que l'orateur veut développer désirent la ligne, et les auteurs d'un système les auteurs d'un système complet que l'orateur veut développer désirent la ligne de ligne et le ligne et ligne e les auteurs d'un système complet que l'orace les la desirent les lignes. Il fera donc ses calculs en prenant les chifl'appliquer à toutes les lignes. Il fera donc ses caicuis en prenant les chiffres dans les rapports sur les lignes proposées du Nord, de Lyon et de Bordeaux. Ces trois lignes présentent un total de 4,448 kilomètres. La ligne du Nord rapportera en moyenne par kilomètre 8,560 fr.; la ligne de Bordeaux, 5,866 fr.; moyenne de chaque ligne, 4,500 fr. La moyenne du temps de la concession est de 55 ans; pendre de 1,500 fr. par kilomètre.

Poursuivant ses calculs, M. de Chasseloup-Laubat démontre que l'opération sera onéreuse pour l'Etat, s'il la livre aux compagnies.

Ce n'est pas un esprit mesquin et jaloux qui pousse l'opposition à repousser les compagnies; c'est un instinct national qui fait qu'on se range pousser les compagnies; c'est un mounte manager dans son unité; c'est autour de l'Etat chaque fois qu'on paraît le menacer dans son unité; c'est cet instinct qui a produit ces deux grandes choses, l'unité et la centrali-

sation.

On a dit que nous ne trouverions pas d'exploitants à court terme. Je m'étonne que l'objection soit venue de M. le ministre de l'intérieur : car, l'intérieur : car nous faisait voter le chemin de Nismes à Montrel. m'étonne que l'objection soit venue de la le chemin de Nismes à Montpel-il y a quelques jours, on nous faisait voter le chemin de Nismes à Montpel-Il y a queiques jours, on nous mande l'ouvernement, exploité à court terme, qui sera, suivant l'intention du gouvernement, exploité à court terme.

Il ne doit pas être permis à des compagnies de jeter sur la place 400 millions d'actions d'agiotage. (Très-bien!) Les chemins de fer par l'Etat ne nécessiteront pas d'emprunt ; la dette flottante suffira.

J'ai voulu me rendre compte du crédit des compagnies et des capitaux J'ai voulu me renure compte un orent des compagnes et des capitaur qui vont à elles; ces capitaux sont ceux de l'Etat. La compagnie fourqui vont a enes; ces capitaux sons sous prêté 14 millions, et vous avez mille de capitaux anglais. Vous lui avez prêté 14 millions, et vous avez posé les rails. Vous avez prêté à la Grand'-Combe 6 millions, à la compagnie de Roanne à Andrézieux 4 millions, à la rive gauche 5 millions (mais ne parlons pas de cela!), à la compagnie de Strasbourg à Bâle 42 millions, la valeur des rails à 400,000 f. le kilomètre.

Voilà comment les compagnies agissent avec leurs capitaux, sans comp

ter ce qui a été donné à la ligne du Havre. Mais je place en seconde ligne ces considérations d'argent, et c'est surtout au point de vue de la liberté d'action qu'il faut maintenir au gouvernement que nous soutenons notre amendement. (Très-bien! très-bien!)

M. LE PRÉSIDENT : M. de Lamartine a la parole. M. DUMON, ministre des travaux publics, fait signe qu'il veut parler.

le ministre entreprend de répondre aux chiffres présentés hier par M. Gouin; il s'efforce de prouver que l'Etat ne gagnerait pas aux conditions proposées par MM. Muret, Gouin et de Chasseloup-Laubat. Il ne s'est présenté aucune compagnie pour prendre l'exploitation à court terme. Pour le chemin de Bordeaux, aux conditions proposées par l'Etat, il n'y a même qu'une compagnie.

Le système des compagnies fermières n'est avantageux que dans les bonnes lignes, et il est mauvais dans les lignes médiocres.

M. GOUIN : Je demande la parole.

M. DUMON: On parle des dangers de l'agiotage. Est-ce que les companies fermières n'auront pas besoin de capitaux? Elles en auront besoin; elles devront émettre des actions qui prêteront autant à l'agiotage. Quelques voix : Beaucoup plus.

M. DUMON: Oui, beaucoup plus. (Mouvements divers.)

Il est quatre heures, la séance continue

Chambre des Pairs.

(Correspondance particulière du CENSEUR.)

PRÉSIDENCE DE M. DE BROGLIE, VICE-PRÉSIDENT.

Séance du 13 juin.

La séance est ouverte à deux heures et demie. Le procès-verbal est lu et adopté. A l'ouverture de la séance, la chambre renouvelle ses bureaux formés le

13 mai dernier.

L'ordre du jour appelle le rapport du comité des pétitions.

M. LE COMTE DARU, rapporteur :

« Le conseil municipal de la ville de Beaune (Côte-d'Or) exprime le vœu que le tracé du chemin de fer de Paris à Lyon soit dirigé par la vallée de l'Armançon et par le Mont-Afrique. »
« Le conseil municipal de la ville d'Autun (Saône-et-Loire) exprime le

Ces deux pétitions sont renvoyées au ministre des travaux publics.

M. LE MARQUIS DE GOUVION SAINT-CYR prononce l'éloge funèbre de M. le comte Ricard, enlevé à la chambre le 6 novembre dernier. La chambre vote à l'unanimité l'impression de ce discours.

M. LE PRINCE D'ECKMUHL dépose sur le bureau le rapport de la commission chargée d'examiner cinq projets de loi relatifs à des impositions extraordinaires

L'ordre du jour appelle la discussion du projet de loi sur les brevets M. LE PRÉSIDENT met aux voix le premier article de ce projet de loi,

qui est provisoirement adopté jusqu'au \$ 4 sans opposition. Il est quatre heures, la séance continue.

On nous adresse la lettre suivante que nous ne pouvons insérer sans la faire suivre de quelques observations :

Lyon, le 14 juin 1844.

Monsieur le rédacteur,
Vous rendez compte dans votre numéro du 45 de ce mois de la nouvelle condamnation qui vient de frapper le sieur Joannas, se disant médecin de la faculté de Montpellier, pour exercice illégal de la médecine. En cin de la faculté de Montpellier, pour exercice illégal de la médecine. même temps vous me mettez en scène d'une manière qui a pu vous paraître plaiente mei me donne raître plaisante, mais que je trouve offensante pour moi, ce qui me donne le droit de vous adresser cette lettre explicative, et je vous requiers même de l'insérer dans votre alles parches et le lettre explicative.

de l'insérer dans votre plus prochain numéro.

Vous dites : « Le Palais-de-Justice a plus d'une fois retenti des démèlés judiciaires de M. le docteur Gas et de M. Joannas. »

Non, Monsieur, je n'ai point eu de démèlés judiciaires avec le sieur de démèlés. Vous avez le sieur de démèlés prochains de démèlés.

Joannas; car je présume que, par ce mot familier de démèlés, vous avel vouls dire procée. voulu dire procès. l'ai, il est vrai, porté plainte contre cet homme, parce qu'il exerce illégalement la médecine.

Votre intention est-elle de me blamer d'avoir rempli un devoir que ma votassion m'impagnit de Giroure inienuon est-elle de me blâmer d'avoir rempli un devoir que profession m'imposait et que j'aurais même puisé dans ma qualité de toyen? Je vous croyais des idées plus grandes et plus justes sur les rapports qui doivent lier les citoyens à la chose publique. Il me semble même que comme journaliste vous auriez dû vous-même éveiller l'attention publique sur un pareil scandale le m'étais foura que c'était là l'un des devoirs de que sur un pareil scandale; je m'étais figuré que c'était là l'un des devoirs de la presse. C'est donc bien à la presse. C'est donc bien à tort que vous ajoutez que les lauriers et les drogues du sieur Joannas m'empèchent de dormir. Mais je veux bien ne voir là-dedans qu'un ien de motte de dormir. Mais je veux bien ne voir là-dedans qu'un ien de motte de dormir. voir là-dedans qu'un jeu de mots, sans doute fort spirituel, mais auquei il manque la vérité, et le passe de voue manque la vérité, et je passe de suite au paragraphe suivant de voite article.

Vous dites que je ne me fie pas au zèle de M. le procureur du roi, et que je prends constamment l'initiative pour empêcher mon confrère de m'enlever mes pratiques etc.

m'enlever mes pratiques, etc.

Je proteste d'abord contre cette expression de confrère. Le sieur Joan nas n'est pas mon confrère et ne saurait l'être non plus que celui d'aucus

des docteurs-médecins de Lyon, et c'est moins parce que son charlatades docteurs-medecins de Lyon, et c'est moins parce que son charlatanisme pourrait m'enlever des malades, que parce que ces derniers, en s'anisme pourrait m'enlever des malades, que parce que ces derniers, en s'anisme pourrait sous l'appât d'un titre qu'il ne possède pas, seraient abusés, dressant à lui sous l'appât d'un titre qu'il ne pense pas, par cette déque j'ai cru devoir le signaler à la justice. Je ne pense pas, par cette déque j'ai cru dévoir témoigné peu de confiance dans le zèle de M. le procureur marche, avoir témoigné peu de confiance dans le zèle de M. le procureur ud rei, et je n'ai pas à répondre à ce que vous dites à cet égard. Est-ce un dreile indirect que vous avez voulu faire à ce magistrat? Je dois en ce réproche indirect que vous avez voulu faire à ce magistrat? Je dois en ce réproche indirect que vous avez voulu faire à ce magistrat? Je dois en ce réproche indirect que vous avez voulu faire à ce magistrat? Je dois en ce réproche indirect que vous avez voulu faire à ce magistrat? Je dois en ce réproche indirect que vous avez voulu faire à ce peus qu'il a nu ignoreproche indirect que vous avez voulu faire à ce magistrat? Je dois en ce reprous en laisser la responsabilité. Quant à moi, je pense qu'il a pu ignocité délit du sieur Joannas, et, maintenant qu'il lui est connu, je ne re le délit du sieur gu'il agira conformément à la loi, sans avoir besoin mets pas en doute qu'il agira conformément à la loi, sans avoir besoin mets pas en doute qu'il agira conformément à la loi, sans avoir besoin destaute de la loi, sans avoir de la loi, sans a d'être stimulé par personne.

OBSER ALTIONS. — Nous n'avons pas à recevoir de conseils de M. Gas sur la manière dont nous usons de la publicité. Nous croyons M. Gas sui jusqu'à ce jour avec circonspection et modération, et l'avoir fait jusqu'à certainement vous et modération, et Pavoir mind ligne dont certainement nous ne voulons pas nous écar-c'est une ligne de M. Cas relative à manufacture pas nous écarc'est une lo de M. Gas relative à un fait d'exercice illégal de la ter. La lettre de M. Gas relative à un fait d'exercice illégal de la ter. La lette nous suggère quelques réflexions générales sur l'orga-nédecine nous suggère quelques réflexions générales sur l'orga-

nisation de cette profession. yous regrettons que les médecins, qui ne relèvent que d'euxnômes et de leur diplôme, ne soient pas constitués en collège et memes de leur corporation ne défèrent pas aux plus honorables membres de leur corporation ne de le de surveiller l'exercice individuel de la médecine; nous la mission de surveille l'exercice individuel de la médecine; nous ra mission de discipline préviendrait bien des abus se-croyons qu'un conseil de discipline préviendrait bien des abus secroyons quantibuerait à maintenir ce corps honorable à la hauteur qui lui convient. Le conseil de discipline aurait soin, au nom de qui in control de poursuivre devant les tribunaux les fautes des m corporation qui portent atteinte aux priviléges légaux résultant du industriels qui portent atteinte aux priviléges légaux résultant du mausures médical, et nous ne verrions pas des poursuites individuelles qui ne laissent pas que de blesser l'état de nos mœurs, toutes légitimes que soient ces dénonciations particulières d'un

Quant à la qualification de confrère de l'officier de santé pour suivi, qui aurait été donnée à M. Gas, ce ne peut-être que par erreur, car, dans les lignes précédentes, on lui avait attribué le titre

de docteur qu'il revendique.

Chronique.

Il y a huit jours à peine que nous appelions l'attention de l'administration de la Guillotière sur les dangers que le Rhône offre aux baigneurs depuis le chemin de ronde jusqu'au bois de la Tête-d'Or. Depuis lors, des poteaux portant défense de se baigner dans cette partie du fleuve ont été placés sur la rive, et un garde spécial, muni d'une barque, fait ses efforts pour éloigner de ces lieux les imprudents qui y arrivent sans cesse dans l'intention de se baigner; mal heureusement ses paroles ne sont pas toujours écoutées. Hier, sur les huit heures du soir, deux jeunes gens, profitant de l'absence momentanée du garde, sont entrés dans le Rhône; l'un d'eux a bientôt disparu; son camarade appelle au secours, et le garde arrive sur sa barque; tous deux plongent et ramènent sur l'eau un cadavre. Des personnes accourues l'emportent chez un pharmacien de la place Louis XVI, aux Brotteaux, où tous les secours de l'art, même les plus énergiques, sont vainement employés pour le ramener à la vie. Le jeune homme était garçon d'hôtel.

-Mercredi soir, un militaire s'est noyé au bas du pont Morand Ce malheureux était en état d'ivresse, et l'on a cru qu'il voulait se baigner. Il paraît qu'il ne savait pas nager, et, aprèss'être précipité dans le Rhône, il n'a pas tardé à disparaître, sans qu'il ait été possible de lui porter secours.

Le même jour, une femme est tombée dans le Rhône auprès d'une plate de teinturier amarrée au quai Bourbon. Elle a été retirée aussitôt, et son état n'a rien d'inquiétant. (Rhône.)

CHEMIN DE FER DE PARIS A LYON.

Rapport de M. de La Tournelle, lu à la chambre des députés dans ta séance du 31 mai. (Suite.)

La longueur du tracé qui vient d'être décrit entre la gare de Paris à Dijon, passant par Semur, est de 353,689 mètres; par Mont bard, il a 2,818 mètres de plus, soit 356,507 mètres.

Plus tard, une variante plus importante a été étudiée par l'ingénieur en chef de la Côte-d'Or, sur les ordres de son administration. Cette variante se détache du tracé primitif au village d'Aisy, à la limite des départements de l'Yonne et de la Côte-d'Or; de là, l'axe de nouveau tracé sur la rive gauche de l'Armançon jusqu'à l'em bouchure de la Brenne se développe alors sur la rive gauche de cette rivière jusqu'à Montbard, cotoie le canal jusqu'à Nogent, le traverse sur ce point, marche parallèlement à une ancienne voie romaine, pénètre dans la vallée de l'Oze, au pied du mont Auxois. et remonte le versant droit de la rivière jusqu'à Blaisy-le-Bas, où il franchit le faîte par une percée souterraine de 3,720 mètres, à la cote de 403 mètres au-dessus du niveau de la mer.

A sa sortie du souterrain, sur le versant de la Méditerranée, il descend par une pente de 0m,008, sur une longueur de 15,800 mètres, avec des tranchées ouvertes dans le roc, passe entre les coteaux et Plombières, et arrive à la grande station de Dijon par un alignement droit.

La distance d'Aisy à Dijon par cette direction nouvelle est Par Pouilly et Pont-d'Ouche, elle est de..... 111

Différence...... 32 kilomètres. La nouvelle direction par les vallées de la Brenne et de l'Oze procurerait donc sur l'ancien tracé de l'Armançon l'avantage considérfble d'un raccourcissement de 32 kilomètres, ou plus exactement de 32,487 mètres, près de 32 kilomètres 1/2.

Daus ce système, le parcours total entre Paris et Dijon serait de 321,202 mèires.

Sous le rapport de la dépense, les études comparées des projets par l'Oze avec l'Armançon donnent, pour les travaux d'art et de terrassement, des résultats à peu près semblables.

L'économie véritable résultant, dans cette situation, d'un raccourcissement de 32 kilomètres, n'existerait que pour la pose des rails, le matériel, l'entretien, la surveillance, les frais de traction, et surtout pour les objets transportés, voyageurs ou marchandises.

Au point de vue de l'art, les deux variantes présentent des différences qui doivent être expliquées.

Dans le tracé de Pouilly et Pont-d'Ouche, les pentes, mieux distribuées sur de plus grandes longueurs, et par conséquent plus douces, n'excèdent pas 0^m,0042.

Dans le tracé de l'Oze, on s'élève au faîte du côté de l'Océan par des pentes de 0m,006 sur 13,117 mètres; de 0m,0076 sur 4,863

Et on descend le versant de la Méditerranée par une pente de 0^m,008 sur une longueur de 15,815 mètres. Les courbes présentent des résultats inverses.

Le tracé de l'Oze a l'avantage pour le nombre, le développement

et les rayons.

Ainsi le rayon minimum des courbes par l'Oze est de 1,000 mètres; Par l'Ouche, de 6,000 mètres.

Cet avantage ne peut pas être dédaigné si l'on réfléchit à l'influence du frottement sur la vitesse de la marche, les frais de traction et l'entretien du matériel roulant.

Enfin, le tracé de Pouilly et de l'Ouche traverse le faite à ciel ouvert, par une tranchée de 1,800 mètres de long, dont la profondeur maxima est de 16 mètres, tandis que la ligne de l'Oze n'arrive au bassin de la Saône que par un souterrain de 3,720 mètres

En résumé, le tracé de l'Ouche, par la meilleure distribution de ses pentes et par la supériorité qu'il déploie dans la traversée du col de partage, mériterait la préférence sous le rapport spécial de l'art.

Toutefois, les pentes du tracé de l'Oze, quoique peu satisfaisan tes, n'ont rien qui fasse obstacle à une préférence déterminée par d'autres considérations.

Le chemin d'Orléans a la même pente maxima de 0^m,008 mètres sur une longueur de 7 kilomètres, sans qu'on ait reconnu des inconvénients. Le chemin du Havre est autorisé à en avoir d'égales sur une même longueur de 15 kilomètres. Un souteraain de 3,720 mètres ne serait pas non plus un motif de refuser un raccourcissement de 32 kilomètres et demi, donnant une économie d'une heure dans le trajet.

Mais d'autres considérations ont dû être appréciées par la commission; elles doivent être soumises à la chambre.

La variante de Pouitly et Pont-d'Ouche, plus longue que celle de l'Oze de 32,487 mètres, mais d'un tracé plus régulier, à pentes plus faibles et sans souterrain, venant heurter le massif que l'on nomme le Mont-Afrique avant de se détourner à l'est vers Dijon, aurait, dit-on, l'avantage de réserver pour l'avenir la chance d'un raccourcissement de 51,084 mètres par une ligne directe de Pontd'Ouche sur Beaune, en perçant la montagne.

Quelle est l'importance de cette réserve d'un avenir éloigné et incertain, et au prix de quel sacrifice présent peut-elle être achetée?

Telle était la question posée dans la commission.

Il faut bien préciser les faits à apprécier. Il vient d'être expliqué que le raccourcissement à obtenir par le percement du Mont-Afrique, en évitant Dijon, serait de 51,084 mètres. Or, comme le tracé de l'Oze offre dès a présent une abré viation de 32,487 mètres sur la ligne de l'Ouche, le plus grand bénéfice à espérer de la rectification à venir serait un raccourcissement de 18,592 mètres; encore cette économie de parcours de vrait-elle être réduite à 10 ou 11 kilomètres, si on tenait compte, d'après la formule reproduite précédemment, de 31 mètres d'ascension imposés à la ligne de rectification pour s'élever de Pontd'Ouche à un passage souterrain de 4,300 mètres, au sortir duquel elle deséendrait sur Beaune avec des pentes de 0m,0013, 0m,0011 et 0^m,008 sur une longueur de 13,000 mètres.

Ce calcul incontestable rend la question d'une solution facile. Le percement du Mont-Afrique n'est proposé aujourd'hui par personne. C'est une pure éventualité, une espérance d'avenir fondée sur les progrès inconnus de la science. Il est repoussé par le conseil-général des ponts et chaussées tout entier; s'il se réalise jamais, il donnera une économie de parcours de 10, ou, si l'on veut, de 18 kilomètres, soit 20 minutes sur le trajet de Paris à Lyon, en évitant Dijon, la seule grande ville qui se puisse rencontrer sur un espace de 130 lieues.

Cette éventualité, d'une importance ainsi réduite et d'une réalisation peut-être chimérique, qui, dans tous les cas, ne coûterait pas moins de 10 millions, mérite-t-elle qu'on impose au présent le retard et les frais d'un détour de 32 kilomètres? Même pour les populations du Midi ce serait un mauvais calcul, car la ligne directe de Pont-d'Ouche à Beaune, d'une exécution difficile, d'une exploitation onéreuse et dangereuse , pourrait bien rester imaginaire; dans tous les cas, elle se ferait attendre long-temps, et ne se réaliserait certainement pas pendant la durée de la première concession.

Pour les populations de l'Est, entre Mulhouse et Dijon, ceserait un dommage sans compensation, puisqu'elles seraient privées à perpétuité du raccourcissement de 32 kilomètres et demi offert par la direction de l'Oze.

La commission a pensé que l'avantage présent d'un raccourcissement de 32 kilomètres offert à toutes les populations est trop considérable pour être sacrifié à l'éventualité d'un raccourcissement plus grand de 18 kilomètres, impossible dans le présent, et incertain dans l'avenir.

Elle a considéré, d'une part, que si le percement du Mont-Afri que, aujourd'hui condamné par les hommes de l'art, n'avait pas lieu dans l'avenir , la ligne de l'Ouche imposerait à perpétuité , et à tout le monde, un prolongement inutile, et imprudemment accepté, de 32 kilomètres et demi ; d'autre part, qu'en admettant l'exécution ultérieure d'une ligne directe de Pont-d'Ouche sur Beaune, un raccourcissement de 10 kilomètres, profitant au midi seulement, et long-temps attendu par lui, ne serait pas, au point de vue de l'intérêt public , une compensation suffisante aux 32 ki lomètres de circuit dont l'Est resterait éternellement grevé. Enfin elle a été convaincue que, pour l'état, ce serait une tristé spéculation de s'exposer à établir à grands frais deux voies de Pont-d'Ouche à Beaune , l'une circulaire par Dijon, l'autre directe par le Mont-Afrique, pour envelopper une montagne stérile et multiplier les charges de lexploitation, en divisant la circulation sans

Par ces motifs, la commission, comme le conseil général des ponts et chaussées, et la commission supérieure des chemins de fer, s'est décidée en faveur du tracé de l'Oze.

Un tracé de transaction, quittant la vallée de l'Yonne à Sens pour rejoindre la Haute-Saône à Troyes, a aussi été étudié. Sur une longueur de 64 kilomètres, entre Sens et Troyes, il traverse un pays sans industrie et sans mouvement, et franchit un faîte par une percée souterraine de 12 à 1,400 mètres. La commission l'a écarté comme inférieur soit à celui de l'Yonne, soit à celui de la Seine.

Les deux tracés principaux sont donc, avec les variantes qui s'y rattachent, d'une part, la Seine, dans tout son cours, desservant Nogent, Troyes, Bar et Chatillon, d'autre part, la Seine, l'Yonne, l'Armançon, la Brenne et l'Oze, touchant à Sens, Joigny, Tonnerre, passant à quelques lieues d'Auxerre; c'est entre eux que la commission a long temps arrêté son attention, écoutant toutes les réclamations, comparant tous les documents, étudiant tous les chiffres, et pesant tous les intérêts.

Devant elle s'est posée dès le début la question de savoir si un tronc commun pour les chemins de la Méditerranée et de Strasbourg pourrait être établi avec des avantages certains tout à la fois pour l'Etat, en lui apportant une économie réelle, et pour les intérêts au service desquels les nouvelles voies sont destinées.

La commission a reconnu tout de suite que cette question, toute importante qu'on la suppose, n'était plus entière pour elle du jour où le gouvernement annonçait l'intention, aujourd'hui réalisée, d'un projet de loi ayant pour objet l'établissement d'un chemin de fer particulier et plus direct pour Strasbourg.

Toutefois, bien que l'examen du nouveau projet ait été réserve à une commission spéciale, elle a voulu se rendre compte, au moins d'une manière générale, pour accomptir sa mission, des conséquences économiques qui résulteraient de l'adoption d'un tronc commun aux deux lignes de l'Est et du Midi. Le point de bifurcation de ces lignes, d'après les projets débattus, serait à Troyes. Entre cette ville et Paris, le tronc commun par la vallée de la Seine aurait une longueur de 190 kilomètres, dont 30 se confondant avec le chemin de Corbeil. La partie du tronc commun à exécuter serait de 160 kilomètres.

La ligne étudiée entre Troyes et Stresbourg, par Pargny, Nancy et Lunéville, parcourant 360 kilomètres, le rail-way de Paris à Strasbourg par Troyes aurait donc une longueur totale de 550 ki-

Or, le tracé direct étant de 449 kilomètres, il y aurait accroissement de parcours de 51 kilomètres sur la seule ligne de Strasbourg. D'un autre côté, on allongerait de 27 kilomètres la ligne de Lyon,

en admettant qu'à défaut du tronc commun elle dût passer par l'Yonne, l'Armançon en l'Oze.

Deux grandes voies de circulation auraient été ainsi détournées de leur direction naturelle et faussées par un résultat d'économie mesquine et mal entendue; car, d'après les calculs qui précèdent. les 190 kilomètres de bénéfice prétendu à obtenir par le tronc commun devraient être réduits 1° des 51 kilomètres du prolongement du chemin de Strasbourg au-delà de Troyes; 2º des 27 kilomètres ajoutés au chemin de Lyon ; 3º des 30 kilomètres déjà exécutés en-

L'économie pour l'Etat, dans la construction des deux voies, ne serait en réalité que de 82 kilomètres, soit en argent, à raison de 15,000 f. par kilomètre, de 12,300,000 f.

Voilà l'économie immédiate à faire par l'Etat dans le système du

tronc commun. En voici les conséquences :

Ce tronc commun serait établi aux abords de Paris, là où la population toujours en mouvement assure aux rails-way des produits tellement considérables que de Paris à Montereau, par exemple, la somme de circulation, calculée sur une même unité de parcours, dépasse la circulation existante entre Montereau et Dijon, pour toutes les directions, sur une double distance,

La suppression d'une ligne dans des conditions semblables constituerait donc une fausse économie, puisque ce serait refuser une dépense essentiellement productive, et laisser des intérêts actifs, des besoins impérieux sans satisfaction.

Ce n'est pas tout.

Le projet du tronc commun aurait pour conséquence, au-delà de Troyes, de substituer au riche parcours de la vallée de la Marne pour le chemin de Strasbourg un parcours plus long de 51 kilomètre à travers les plus arides plaines de la Champagne crayeuse. Il

C'est d'un seul coup augmenter la dépense et supprimer le

On comprend mieux encore le vice du système en se plaçant au point de vue de l'exploitation.

A qui appartiendrait le tronc commun? A la ligne de Lyon?

Dans ce cas, l'exploitation du chemin de Strasbourg réduit est impossible par une compagnie, et si l'Etat s'en charge, elle lui sera éternellement onéreuse.

Donnerez-vous le tronc commun à la ligne de Strasbourg? Aussitôt la ligne de Lyon de bonne devient mauvaise et probablement aussi impossible dans les conditions de la loi de 1842.

Au contraire, supposez deux lignes distinctes arrivant toutes deux à Paris par deux vallées indépendantes, chacune exploitant cette immense circulation dont une ville de 1 million d'âmes est la cause et le but, les besoins sont mieux satisfaits, l'activité de la vie sociale est plus excitée, les éléments de la richesse sont plus équitablement répartis. Vous avez deux lignes prospères au lieu de deux entreprises languissantes.

Les capitaux de l'Etat ont été mieux employés.

Par ces motifs, la commission a rejeté le système du tronc commun pour les chemins de l'Est et du Midi, comme l'avaient rejeté les divers conseils et le gouvernement qui les avait consultés.

Arrivée à ce point, chacune des deux lignes principales de la Seine et de l'Yonne nettement définie et dégagée de ses nombreuses variantes, la commission a pu aisément les comparer sous les rapports de l'art et de la dépense, comme au point de vue économique

Quelques mots suffisent sur les questions d'art et de dépenses, où ne se trouvent pas les graves raisons de décider.

Pour le tracé de la Seine, qui a 324 kilomètres à exécuter, la dé-

oense est évaluée à 39 millions, soit 123,000 f. par kilomètre. L'évaluation pour les 202 kilomètres du tracé de l'Yonne est de 41 millions, soit 144,000 f. par kilomètre.

Le tracé de l'Yonne, qui donne une économie de parcours de 27 kilomètres, coûterait donc 2 millions de plus pour la partie des travaux mise à la charge de l'Etat dans le système de la loi du 11 juin 1842; mais en y comprenant la pose des rails, c'est-à-dire en considérant l'exécution entière, au lieu d'une augmentation de 2 millions, il présenterait aussi une économie de 1 million.

Sous le rapport de l'art, les distances n'ont pas une importance décisive.

Le tracé de l'Yonne est moins sinueux; les courbes moins nombreuses n'ont qu'un développement de 101,000 mètres, tandis que le developpement des parties courbes dans le trace de la Seine est de 125,000 mètres.

La distribution des rampes et pentes est plus heureuse dans le tracé de la Seine que dans celui de l'Yonne.

Par le premier, on aborde le faîte avec des rampes maxima

Par le second, après s'être maintenu pendant 160 kilomètres environ dans les conditions les plus régulières, sans dépasser la pente maxima de 0m004, on s'élève tout à coup à 0m006, 0m0076, pour gagner le souterrain de Blaisy, et on redescend avec une pente de 0^m008 sur une longueur de 15,815 mètres.

L'avantage, sous ce rapport, reste au tracé de la Seine.

Il y en a un autre; il traverse le faite à la cote 393, au-dessus du niveau de la mer, par un souterrain de 3,716 mètres.

Le tracé de l'Yonne s'élève à la cote 406 pour s'engager dans un souterrain de 3,720 mètres. Ainsi ce dernier traverse le col de partage à une hauteur plus

grande de 13 mètres par un souterrain plus long de 1,000 mètres. Pour les autres travaux d'art, ponts, viaducs, tranchées, comme pour les terrassements, il y a à peu près compensation entre les deux

En résumé, les différences de dépenses d'exécution sont insignifiantes.

Le tracé de l'Yonne se recommande par une diminution de parcours de 27 kilomètres et par la supériorité de ses alignements droits; Le tracé de la Seine, par des pentes mieux réparties, inférieures de 0º003 aux pentes maxima de l'autre tracé, et par une différence en moins de 1,005 mètres dans le souterrain qui traverse le faîte.

Il est nécessaire de répéter ici que les pentes à inclinaison de

Le gérant responsable, B. MURAT.

EAUX minérales naturelles de France et de l'étranger, remèdes brevetés

de Paris, instruments de chirurgie en gomme élastique, clyso-pompes de voyage en tous genres, appareils complets pour allaitement. - Grand dépôt chez LARDET, place de la Préfecture, 46, à Lyon.

> Lyon, le 41 juin 1844. Monsieur le rédacteur du Censeur,

Nous remplissons un devoir en portant à la connaissance du public, par la voie de votre estimable journal, le témoignage de notre gratitude en-

vers la compagnie anonyme d'assurance contre l'incendie le Palladium, représentée à Lyon par M. David Deschemin, qui a mis autant de promptitude que de loyauté dans le réglement et le paiement des sinistres qui nous ont atteints dans l'incendie des Brotteaux le 27 mai dernier.

nous ont atteints dans l'incendie des blotteaux le 27 mai dernier.

Cette compagnie, en allant au devant de nos demandes et en sauvegardant ainsi nos intérêts, a prouvé qu'elle comprend et remplit avec une entière bonne foi les engagements qu'elle contracte.

ements que eno contract.

VERDELLET aîné, COQUET (Antoine), CHAVET. Agréez, etc.

Etude de Me Groz, avoué à Lyon, rue Bât-d'Argent, 16. Adjudication au samedi 29 juin 1844, En l'audience des criées du tribunal civil de Lyon,

DE MAISONS, TERRES ET VIGNES,

Situés à Sainte-Foy-lez-Lyon.

Immeubles à vendre.

Ils comprennent deux maisons, des vignes, des terres situées sur la commune de Sainte-Foy-lez-Lyon, en divers lieux ci-après désignés, arrondissement de Lyon, département du Rhône. Ils seront adjugés en cinq lots séparés, tels qu'ils sont formés ci-après, sauf l'enchère générale sur le tout réuni.

PREMIER LOT.

Il comprend la grande maison, rue Cornevent, formant l'article 2 de la désignation du cahier des charges, limitée, au levant, par la rue; au couchant, par la maison Angely; au midi, par la même maison; et au nord, par la maison Bochu. Il existe, au couchant, une cour et un petit jardin qui seront compris et adjugés dans ce lot. DEUXIÈME LOT.

Il se compose de la vigne, des hangars, mesurant en superficie environ trente-quatre ares treize centiares, formant l'art. 4 de la désignation du cahier des charges, bornée, au levant, par la terre Baget; au couchant, par le petit chemin des aqueducs; au midi, par la vigne Baget; au nord, par la terre Baget. 4,000 fr.

Estimation . . . TROISIÈME LOT. Il est formé de la petite maison rue Cornevent, formant l'art. 4er de la désignation, limitée, au midi, par un jardin appartenant à M. Frappet; au nord, par la maison Rose; au levant, par la maison Rose; et, au cou-chant, par la rue Cornevent.

Estimation. . . QUATRIEME LOT.

Il se compose d'un ténement de vigne et terre au territoire de Chavry, formant l'art. 5 de la désignation, contenant, en superficie, quarante-quatre ares quatre-vingt-dix-neuf centiares, limité, au levant, par la terre Poisat: au couchant, par un petit chemin; au midi, par la terre Rivat; au nord, par la terre Poisat.

Il comporte un ténement de terre dit des Brotteaux, formant l'article 5 de la désignation, mesurant en étendue superficielle trente ares cinquante-trois centiares planté de peupliers, frênes et saules, borné, au levant, par la terre Poisat; au couchant, par la rivière d'Iseron; au midi, par la terre Poisat; et, au nord, par la terre

(5849)

Etude de Me Cornuty, avoué à Lyon, rue de la Bombarde, 1.

ADJUDICATION

Devant le tribunal civil de première instance de Lyon, du samedi vingt-neuf juin 1844,

cu deux corps de bâtiments avec espace de terrain propre à re cevoir des constructions,

Situés à la Croix-Rousse, clos Chaumais, rue Sainte-Marie, SAISIS AU PRÉJUDICE DU SIEUR BERTHET.

.... 45,000 fr. Mise à prix.....

Etude de M. Guillot, huissier, place des Cordeliers, 1. VENTE JUDICIAIRE,

Le mardi dix-huit juin 4844, à dix heures du matin. sur la place Saint-Nizier, il sera procédé à la vente aux enchères et au comptant de divers objets mobiliers saisis, consistant en étaux, enclumes, filières, marteaux, tenailles, soufflets de forge, établis, tables, secrétaires, commo-

Etude de Me Pichot jeune, huissier, cours de Brosses, nº 3, à la Guillotière.

VENTE JUDICIAIRE.

Le mercredi dix-neuf juin 1844, à dix heures du ma tin, il sera procédé à la vente des objets ci-après : banque, tables, chaises, glaces, lits, batterie de cuisine et autres objets. Au comptant.

VENTE APRÈS DÉCÈS.

Le lundi dix-sept juin 1844, à dix heures du matin, place Sathonay, n° 6, il sera procédé, par le ministère d'un commissaire-priseur, à la vente aux enchères des objets mobiliers dont le détail suit : secrétaire, commode, pendule, glaces, tables, chaises, encoignures, vases à fleurs, lits garnis, linge, nippes et hardes, quatre couverts argent, vaisselle, batterie de cuisine et autres

ÉTUDE DE Mª LAFOREST, NOTAIRE A LYON, RUE DES MARRONNIERS, 1.

A VENDRE.

UN ÉTABLISSEMENT INDUSTRIEL EN PLEINE ACTIVITÉ.

Il est mu par une machine à vapeur de la force de sept à huit chevaux. Sa direction est facile, et son revenu net est de sept à huit mille francs par an.

S'adresser, pour les renseignements, audit Me Laforest, notaire.

A VENDRE.

IN PEAETON BIEN ETABLI,

PRESQUE NEUF. S'adresser rue Mulet, n. 26. (842) ETUDE DE Me ROSTAIN, NOTAIRE, PLACE DES TERREAUX, N. 1.

VENTE AUX ENCHÈRES

Dépendant de l'actif de la faillite du sieur A.-E. Garnier.

Libraire à Lyon.

Ces créances se composent notamment des quatre articles qui suivent :

1º Capital d'une obligation souscrite par le sieur Moussy, et dont le recouvrement est ajourné jusqu'à la clôture d'un ordre ouvert depuis peu devant le tribunal ...4,625

Rigollier, de Châtanay, arrondissement

206billet à ordre signé Berthier, relati-vement auquel des poursuites sont 280

Mise à prix sur ces deux créan-les sieur et dame P..., de Lyon, payable en trois parties, aux échéances des 34 janvier 1845 et 31 juillet même année et **3**,574 55

34 juillet 1846

requête de MM. Pierre Dorier et Jules Dulac, syndics définitifs de ladite faillite, il sera procédé à la vente et adjudication de ces recouvrements aux enchères publiques, en l'étude et par le ministère de Me Rostain, notaire à Lyon, place des Terreaux, n. 1, commis à cet effet, le samedi 22 juin 1844, à l'heure de onze du

S'adresser, pour d'autres renseignements et pour prendre communication du cahier des charges, en l'étude dudit notaire.

ÉTUDE DE ME CHARVÉRIAT, NOTAIRE A LYON, RUE CLERMONT, 1.

A VENDRE A L'AMIABLE.

SUPERBE PROPRIÉTÉ

Située à l'Île-Barbe, près Lyon.

Cette proprété est composée de quatre corps de bâtiments, parfaitement agencés et décorés, pavillons, ancienne chapelle dite de Saint-Loup, jardin anglais, jardin potager garni de beaux arbres à fruits, mur de terrasse donnant sur la Saône, salle d'ombrage et clos

d'environ trente-cinq ares. Cette propriété offre tous les agréments désirables , et se vendra avec toutes facilités à l'acquéreur pour le paiement de son prix.

S'adresser, pour les conditions de la vente, audit Me Charvériat, notaire à Lyon, dépositaire des titres de propriété. (9496)

ÉTUDE DE ME DUGUEYT, NOTAIRE A LYON, RUE DU PLAT, Nº 2. VENTE VOLONTAIRE

aux enchères,

En l'étude dudit Me Dugueyt, notaire à Lyon, le jeudi 27 juin courant, à midi,

avec cour et jardin,

Situés à Grigny, canton de Givors.

S'adresser, pour les renseignements, audit Me Dugueyt,

ÉTUDE DE M^eRÉGIPAS, NOTAIRE, AUX BROTTEAUX, COURS BOURBON, 2 AVIS.

On demande à acheter une maison du prix de 60 à 70,000 fr. à Lyon ou dans les faubourgs. S'adresser audit Me Régipas, notaire.

A CÉDER. joli fonds de ganterie, parfumeries

et objets de goût.

S'adresser à Mme Chandron, place de l'Herberie, 1.

Bureau d'affaires et d'écritures de M. Barboliat rue Mulet, 2. A vendre pour cause de départ.

UN FONDS DE CAFÉ bien achalandé, situé au coin d'une rue.—Location très-modérée.—Recette: 50 francs par jour.—Prix: 8,000 fr.

Le sieur Barbollat est chargé de la vente de grand

nombre de propriétés, domaines, maisons en ville et à la campagne, fonds de commerce, tels qu'hôtels, cafés, restaurants, traiteurs, auberges, cabarets, épiciers, vinaigriers, liquoristes, merceries-lainages, bains, ustensiles de cafés, billards, meubles, etc., dans les prix de 250 à 80,000 fr. (846)

A vendre, pour cause de départ, notel-restaurant créé depuis vingt ans, jouissant d'une bonne clientelle. Cette établissement, situé au centre de la ville, est supérieurement agencé. Il rapporte de beaux bénéfices. Le loyer est d'un prix modéré, et le bail de 14 ans. - S'apresser, pour les renseignements, chez M. Thiaffait, no-aire, place de la Préfecture, 7, à Lyon. (824)

A vendre pour cause de cessation de commerce,

EN TOUT OU EN PARTIE. UN ATELIER DE MECANICIEN bien outillé.

UNE MACHINE A VAPEUR de la force de 7 à 8 chevaux. UNE PETITE PRESSE HYDRAULIQUE de la force de 45 à 50 mille kilogrammes. A louer de suile. — VASTE ET BEAULOCAL propre à une grande industrie.

On fournirait au besoin une force motrice.

S'adresser cours Napoléon, nº 41, au 1er.

UN OFFICE DE NOTAIRE Au siège de Cumière, canton de Saint-Jean-Soleymieux (Loire).

S'adresser à M.Robert, commis à la sous-intendance, à Montbrison, héritier sous bénéfice d'inventaire de M. Bernard, ancien titulaire, ou à Me Bourboulon, avoué à Montbrison. - S'adresser à M. Thiébaut, au magasin à fourrage, quai Sainte-Marie-des-Chaînes, à Lyon. (815)

A céder de suite et pour cause de décès. UN OFFICE DE NOTAIRE

A la résidence de Chauffailles, chef-lieu de canton

(SAONE-ET-LOIRE), jouissant d'une bonne clientelle. S'adresser franco, pour les renseignements et pour S'adresser franco, pour les l'enseignements et pour traiter, soit à MmeveuveChegnier, soit à son fils, étudiant d'acit à Chauffailles. (2448)

MALADIES SECRE

Traitement Végétal.

Guérison radicale garantie en cinq ou dix jours, sans danger ni régime, par des remèdes officinaux approuvés en 1837 (Codex). L'argent est rendu si l'on n'est pas guéri. — A Lyon, place Bellecour, 12, PHARMACIE BERTRAND.

Depôt général des spécialités et découvertes utiles approuvées, brevetées et autorisées.

COMPAGNIE D'ASSURANCES GÉNÉRALES SUR LA VIE,

Autorisée par Ordonnance du Roi du 22 décembre 1819.

La Compagnie d'Assurances générales sur la vie, fondée en 1819, est la première établie en France. Son fonds social est entièrement réalisé. Ses capitaux s'élèvent à seize millions de francs, dont plus de quatre millions sont placés en immenb La Compagnie, moyennant une prime annuelle, garantit le paiement d'un capital ou d'une rente exigible, lors du décès de l'assuré, au profit de ses héritiers ou d'une personne désignée. assure, au pront de ses nertiters ou o une personne designée. La Compagnie reçoit des capitaux pour servir des rentes viagèressur une ou plusieurs têtes. Letaux est fixé pour chaque age.

EXTRAIT DE LA TABLE SUR UNE TÊTE. 8 fr. 40 c. pour cent à 65 à 70

Les bureaux sont, à Lyon, chez M. Ed. Reveil, rue Neuve de la Préfecture, no 1.

(7604)

Pharmacie à Lyon.—Rue Palais-Grillet. 23.

sirop végétat de salsepareille et de séné, GUÉRISON DES MALADIES SECRÈTES

NOUVELLES OU ANCIENNES, Darires, gales rentrées, rougeurs à la peau, ulcères, écoulements, flueurs ou pertes blanches les plus

rebelles, affections rachitiques, rhumatismales, et de toute âcreté ou vice du sang et des humeurs. Le traitement est prompt et aisé à suivre en secret ou en voyage; il n'apporte aucun dérangement dans les occupations ournalières, et n'exige pas un régime trop austère. On fait des envois. (Affranchir et joindre un mandat sur la poste.)

Prix: 5 fr. le flacon.

Dépôt à St-Etienne, à la pharmacie Chermezon, rue de la Comédie; à Marseille, M. Fabre, phar., sur le port. (7149)

A vendre pour cause de départ. UN ASSORTIMENT DE CAISSES de grenadiers, oran-

gers et lauriers-roses. UN PIANO à X à six octaves et demie.

UN CHIEN DE BASSE-COUR excellent.

A louer de suite à un prix modéré, à Vaise, Grande-Rue, 46.

VASTES MAGASINS ET APPARTEMENTS avec cour, jardin et salle d'ombrage.

Ce beau local, convenable pour un liquoriste ou un marchand de vińs, sera cédé avec ou sans agencements. Il peut être disposé pour toute autre industrie ainsi que pour un pensionnat.

A VENDRE.

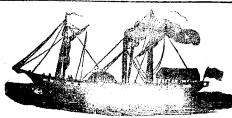
FONDS DE QUINCAILLERIE bien achalandé, situé dans un des beaux quartiers de Lyon.—Location très-modérée.—Prix: 3,500 fr.

S'adresser à M. Barbollat, chargé d'affaires, rue Mu-

AVIS.

w. et Mme FERRE, propriétaires à la Croix-Rousse rue de Cuire, nº 56, avantageusement connus, tenant une pension bourgeoise, ont l'honneur de prévenir les personnes qui désireraient se placer pensionnaires à vie, à l'année et pour la belle saison, qu'il vient d'augmenter le nombre de ses appartements. La position de son établissement, ayant un clos fort agréable, ne laisse rien à désirer sous les rapports de la tranquillité et de la salubrité de l'air. (797)

Une personne qui a voyagé long-temps pour le commerce désirerait continuer encore quatre à cinq ans, n'importe pour quel pays. Elle a des notions des langues anglaise, espagnole et italienne. Les renseignements seront de nature à satisfaire celui qui pourrait l'employer. Au besoin, on trouvera son adresse chez MM. Jeanton et Ce, place de la Platière, 8.



Service spécial

DEPUIS LE 4er AVRIL,

départ journalier du bateau à vapeur LAIGIE Du port de la Charité.

Il touchera à tous les ports intermédiaires

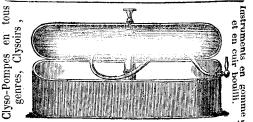
MEDALLE D'HONNUK De l'Académie de l'Industrie.

Brevet d'invention et de perfectionnement. BANDAGE HERNIAIRE

A pelote mécanique sans sous-cuisse,

Approuvé par la Société de médecine de Lyon, et reconnu supérieur à tous ceux inventés jusqu'a ce jour. Le mécanisme de ce bandage a pour but de fixer la

pelote sur l'anneau de la hernie inguinale ou crurale, sans qu'elle puisse être déplacée par aucune position du corps, qu'elle ne gêne dans aucun de ses mouvements. Se vend chez MM. Golay père et fils, mécaniciens orthopédistes et bandagistes, rue de Puzy, 41. (821)



Chez VERNET, pharmacien, place des Terreaux, 45.

AVIS MEDICAL.

Le seul dépôt légal de la Quintessence antipsorique de Mettemberg et du Médico-Cosmétique pour l'usage de la toi-lette est toujours à la pharmacie Macons, rue Saint-Jean, n. 30, à Lyon. On y trouve gratuitement les instructions à

leur usage.

Résume. — Les avantages de la méthode et du remède ex

terne inventés par le chirurgien-major Mettemberg sont :

1º De guérir progressivement les gales de toutes espèces;

2º De guérir les maladies chroniques et cachées, qui provincent de gales, de dartres et de sue urs rentrées, sans déranger les maladies de la sue urs rentrées, sans déranger les maladies de la lacerte de sue urs rentrées, sans déranger les maladies de la lacerte les ranger les malades de leurs occupations, et sans altérer les linges ni les vétements qu'ils portent.

DEPURATIF DU SANG.

LE SIROP CONCENTRÉ DE SALSEPAREILLE, préparé par QUET, pharmacien A LYON, est prescrit par les mede-Sudorifique dans le traitement des Maladies secrètes, des dartres, démangeal cins comme éminemment Dépuratif et sons, taches et boutons à la peau, rhumatismes, goutte, et toutes acretés ou vices du sang. Ce médicament, entièrement de la sang. ment VEGETAL, est peu couteux, d'un emploi commode et d'un résultet certain

S'adresser, à Lyon, à la pharmacie Quer, rue de S'adresser, à Lyon, à la pharmacie Quer, M. Bouvier, l'Arbre-Sec, n.31; Macon, M. Voiturer; Thizy, M. Bouvier, Vienne, M. Marmonier; Saint-Etienne, M. Perrier; Roanne, M. Labon: le Pour M. Roanne, M. Doield, Romans, M. Labon: le Pour M. Roanne, M. Doiel, Romans, Romans, M. Labon: le Pour M. Roanne, M. Doiel, Romans, M. LABOR; le Puy, M. FARDY; Valence, M. DEJEAN; ROMANS, M. GENISSIEU; Montélimart, M. ROUX; tous pharmaciens.

LYON. - IMPRIMERIE DE BOURSY FILS. Rue Poulaillerie, 19.